ANALYSE 2019
20 décembre

C E T R I
Centre tricontinental

THAÏLANDE :
REGIME SEMI-AUTORITAIRE, INEGALITES ET RESISTANCE CIVILE

Supatsak Pobsuk

En Thaïlande, les élections controversées de 2019 ont consolidé l'emprise de l'armée et de l'establishment sur les institutions. Le régime semi-autoritaire va de pair avec un renforcement des inégalités économiques. Malgré la restriction des espaces d'expression, les organisations de la société civile n'ont pas déposé les armes et ont diversifié leurs modes d'action. La majorité des luttes portent néanmoins sur des problèmes particuliers.

Le coup d'État de 2006 paraît avoir inversé le cours de l'histoire en Thaïlande. Le système politique est depuis lors marqué par l'instabilité, avec une succession de sept premiers ministres, cinq élections générales (dont deux ont été annulées), deux coups d'État (en 2006 et 2014), quatre constitutions et quatre épisodes protestataires ayant débouché sur des vagues de répression. Les stratégies des élites polarisent le champ politique, avec d'un côté, des agences non élues mais ralliées par la monarchie et les élites militaires et bureaucratiques, avec le soutien des classes moyennes et supérieures urbaines, et de l'autre, des gouvernements populistes, élus avec le soutien des pauvres et des personnes à faible revenu des zones rurales et urbaines (Kongkirati, 2019b).

Depuis cinq ans, la junte au pouvoir – le Conseil national pour la paix et le maintien de l'ordre (NCPO) – restreint l'espace politique des organisations de la société civile et des mouvements sociaux. Ceux-ci sont confrontés à une série de menaces qui fragilisent les libertés d'expression et d'association. Les élections controversées du 24 mars 2019 n'ont fait qu'accentuer l'emprise de la junte sur le pouvoir.

En toile de fond, la société thaïlandaise connaît une poussée des inégalités. Selon un rapport du Crédit Suisse de 2018, les 1% les plus fortunés de la population, soit environ 500000 Thaïlandais, contrôlaient 66,9% de la richesse du pays, tandis que le décile le plus riche concentrait 85,7% de celle-ci. L'inégalité se manifeste aussi dans la concentration foncière, qui concerne toutes les régions du pays. Pour de nombreux chercheurs, cet accroissement des inégalités est à l'origine des troubles politiques. Il amène de nombreuses organisations de la société civile à se mobiliser en faveur d'une démocratie participative et de la redistribution des richesses.

De la démocratie au semi-autoritarisme

Le concept de semi-autoritarisme décrit bien le régime politique existant, car il renvoie à des régimes hybrides qui adoptent formellement des principes et des institutions démocratiques, tout en limitant et contrôlant étroitement les activités civiles et politiques (Ottaway, 2003). Dans le cas de la Thaïlande, la junte est intervenue dans la révision constitutionnelle, les procédures électorales, la sélection du premier ministre, les processus parlementaires et la mise en place d'agences indépendantes. La constitution actuelle donne explicitement beaucoup de pouvoir à des acteurs non élus – la monarchie, l'armée, le premier ministre, les sénateurs non élus, la justice et les agences indépendantes – pour influencer les orientations et la gouvernance du pays (Pobsuk, 2019a).

En particulier, le rôle de l'armée dans la politique thaïlandaise ne faiblit pas depuis dix ans, avec l'objectif de garantir une succession royale en douceur et de venir à bout de l'influence de l'ex-premier ministre,

Thaksin Shinawatra. L'armée comme l'establishment politique ont exploité les élections de 2019 pour légitimer leur pouvoir. Ils contrôlent désormais les institutions d'une démocratie dévoyée. Le régime reconnaît les droits politiques et les libertés civiles dans une mesure limitée, mais le gouvernement a recours à la censure, à l'intimidation et au harcèlement judiciaire pour restreindre la liberté d'expression et de réunion des médias, des organisations de la société civile et des intellectuels (Pobsuk, 2019b).

D'après les statistiques de l'organisation Thaï Lawyers for Human Rights (TLHR) sur les restrictions imposées par la junte thaïlandaise, 929 personnes ont été interpellées, 625 arrêtées, 572 ont été victimes d'intimidation, de harcèlement et de surveillance, 18 ont affirmé avoir été torturées pendant leur détention, 353 manifestations publiques ont été interrompues, 155 mouvements sociaux ont fait l'objet de restrictions à la liberté d'expression et de réunion, 428 personnes ont été accusées de rassemblement politique de plus de cinq personnes, 144 ont été accusées d'avoir violé la loi relative à la criminalité informatique pour avoir exprimé leurs opinions politiques, 121 ont été accusées de sédition, 169 de crime de lèse-majesté et 2408 ont été jugées par des tribunaux militaires (TLHR, 2019). Le rapport Freedom in the World 2019 de Freedom House a qualifié la Thaïlande de « non libre », la liberté d'expression, les droits politiques et les libertés civiles ayant été restreintes par les pouvoirs arbitraires du gouvernement militaire.

Un capitalisme hiérarchique

Des politiques économiques populistes ont été lancées après l'arrivée au pouvoir des militaires, en 2014. Le programme Thai Niyom Yangyuen (Thaïlande durable), par exemple, vise à traiter les aspects socio-économiques et de sécurité au niveau des provinces, des districts, des sous-districts et des villages, tandis que le programme Pracharath (État populaire) cherche à stimuler l'économie rurale en renforçant les capacités des populations locales à produire et écouler leur production. Le gouvernement a consacré d'énormes moyens budgétaires à des programmes ciblés d'aide aux pauvres. L'efficacité et la viabilité de ces programmes dans la lutte contre les problèmes d'inégalité socio-économiques sont néanmoins sujettes à caution.

Le gouvernement s'est associé à de grandes sociétés dans la mise en œuvre de ces politiques populistes, afin « de promouvoir une croissance économique durable et de soutenir l'économie locale ». Ces partenariats soulèvent des questions de transparence et de conflit d'intérêts. Thai Beverage Group, Mitr Phol Group, Charoen Pokphand (CP) Group, Central Group, Siam Cement Group (SCG), PTT Public Co. Ltd., etc. participent aux comités directeurs des partenariats publics-privés (PPP). Or certains de ces groupes ont apporté un soutien financier au régime anti-Thaksin en 2013-2014 (Kongkirati et Kanchoochat, 2018).

Qui plus est, ces grandes entreprises ont tiré parti de leur participation aux politiques publiques pour se ménager des opportunités d'extraction des ressources locales. Par ailleurs ces mêmes politiques leur ont permis de prendre le contrôle des économies locales, en vue d'augmenter leurs profits et d'améliorer leur image. Ces acteurs impliqués dans des problèmes d'abus de pouvoir de marché, de dégradation de l'environnement, d'acquisition de terres et d'expansion de l'agriculture contractuelle, ont abordé ce nouvel enjeu au départ de leurs intérêts, de leur expertise et de leur position. La participation de ces grands groupes ne peut aboutir qu'à l'approfondissement des inégalités socio-économiques et de développement.

Le modèle des partenariats publics-privés en Thaïlande illustre la proximité entre le gouvernement militaire et les grands groupes capitalistes. Hewison (2019) a montré que le processus d'accumulation des richesses par les principaux conglomérats entre 2006 et 2019 a été plus rapide que l'évolution économique globale du pays, reflétée par le PIB par habitant, le revenu des ménages et le salaire minimum national. Dix ans de tourmente politique n'ont pas empêché les Thaïlandais les plus riches de s'enrichir. Cette concentration est elle-même devenue un frein à la re-démocratisation du pays (Phongpaichit, 2016).

Résistances civiles

La baisse des inégalités socio-économiques au sein de la société thaïlandaise est conditionnée au retour de la démocratie et à l'intensification de la participation populaire. Or, dans le contexte d'un régime semi-autoritaire, les organisations thaïlandaises ont plus de difficultés à se mobiliser pour exprimer leurs revendications et exiger des changements politiques. Avec le rétrécissement de l'espace civil, elles ont déployé différents types d'approches et de stratégies pour résister et défier le régime

autoritaire.

Le premier mode d'action est celui des manifestations non violentes, une forme de désobéissance civile à laquelle les gens se sont joints pour exprimer leur insatisfaction de l'inefficacité du gouvernement dans la mise en œuvre des politiques économiques. Des actes publics ont été organisés dans les rues et devant les bureaux provinciaux ou gouvernementaux pour exiger des réponses concrètes à des problèmes socio-économiques et politiques. Ces manifestations se sont multipliées après décembre 2018, suite à la levée par le gouvernement militaire de l'ordonnance du NCPO restreignant la liberté de réunion, notamment pour s'opposer au report des élections et à la publication par l'Assemblée nationale de lois ayant des répercussions sur les droits civils et communautaires, exiger la destitution de la Commission électorale pour irrégularités le jour des élections et contester l'accaparement des terres et des ressources des plus pauvres.

Le People's Movement for a just Society (P-Move), un réseau d'organisations locales de différentes régions de Thaïlande, a organisé au moins trois manifestations à Bangkok en 2019 pour donner de la visibilité aux revendications des personnes marginalisées à travers le pays et exiger du gouvernement une distribution et une gestion plus équitables des ressources naturelles. Les manifestants ont défendu la nécessité de l'implication des populations dans la prise de décision et souligné le droit à l'autodétermination. Certaines de ces mobilisations ont néanmoins été fragilisées par la stratégie des autorités consistant à aborder les problèmes des communautés au cas par cas, suscitant la défection des communautés bénéficiaires.

Le deuxième mode d'action est le recours aux médias sociaux, que les organisations utilisent comme canal alternatif de communication pour exprimer leurs revendications, partager leurs luttes et recruter des personnes partageant les mêmes idées. Facebook et Youtube en particulier ont permis de rendre publiques des situations locales contredisant le récit du gouvernement. Ce dernier n'a plus le contrôle du paysage médiatique qu'il avait auparavant. L'ère numérique crée un espace virtuel où la société civile peut donner une répercussion à ses campagnes de plaidoyer, en les accompagnant de données, de statistiques et d'histoires locales. Des organisations comme iLaw et TLHR jouent un rôle important dans la collecte d'informations sur les violations des droits de l'homme et le harcèlement judiciaire, ainsi que dans la conduite de campagnes politiques, par exemple pour l'abolition des ordonnances émises par la junte thaïlandaise au cours de ses cinq années de mandat.

Nombre de communautés affectées par les projets de développement et les politiques publiques utilisent désormais les médias sociaux pour exprimer leur désaccord face à des injustices, construire des solidarités avec les autres communautés affectées et exiger du gouvernement qu'il règle leurs problèmes. Des gens à l'autre bout du pays, ou du monde, peuvent assister virtuellement à une manifestation et apprendre pourquoi les communautés locales protestent contre le gouvernement. En s'en prenant à la désinformation et aux fausses nouvelles, cet usage militant des médias sociaux contribue aussi à la formation du grand public à la critique.

Le troisième mode d'action est le réseautage entre acteurs partageant les mêmes idées. Les réseaux ne sont pas seulement initiés pour résoudre un problème particulier, ils sont également des vecteurs de politisation, parce qu'ils facilitent l'établissement de liens avec les questions politiques et les inégalités structurelles. Cette collaboration permet aussi le renforcement de la mobilisation de masse. Par exemple, un groupe de travail a été créé pour aider une communauté affectée par la réhabilitation forestière, dans la province de Chaiyaphum. Les habitants ont été victimes d'expulsions forcées et de harcèlement judiciaire. Dix-neuf actions en justice ont été intentées contre quatorze d'entre eux. Outre les membres de la communauté, le groupe est composé d'ONG, de médias, d'universitaires et d'hommes politiques. Plusieurs réunions ont été organisées pour planifier stratégiquement l'aide à la communauté.

Chaque acteur contribue en fonction de son expertise. Les ONG ont collaboré pour documenter l'histoire des luttes communautaires, les incidents liés aux violations des droits et lancer des plans de développement dirigés par la communauté. Les médias ont recueilli l'information et sensibilisé aux droits fonciers et aux droits des communautés sur les terres forestières. Les universitaires s'associent à cet effort en organisant un forum public pour discuter des impacts des politiques injustes sur les communautés locales et explorer des solutions structurelles.

Un groupe de citoyens a mené une pétition qu'il a déposée auprès de différentes agences

gouvernementales et de députés pour leur demander de s'intéresser au problème. Les députés ont soulevé la question lors d'une réunion de la chambre des représentants, pour qu'une solution soit trouvée. Le cas de la communauté en question a finalement été pris en compte à travers la création d'un comité de collaboration. C'est néanmoins au cas par cas que ce modèle d'action est efficace pour contrer les menaces qui pèsent sur les communautés locales.

Conclusion

Les élections de 2019 peuvent difficilement être considérées comme le retour de la démocratie en Thaïlande, car la junte a profité de ses cinq années au pouvoir pour introduire des mécanismes autoritaires dans des lois et des politiques. Le pouvoir de l'opposition a été réduit et les espaces civils restreints. Cette configuration semi-autoritaire a été de pair avec un renforcement des inégalités économiques et la mise en place de partenariats publics-privés ayant favorisé la prise de contrôle des ressources et économies locales par les grandes sociétés.

Cependant les organisations de la société civile n'ont pas déposé les armes. À travers une diversité de modèles d'actions, elles font entendre leur voix pour condamner l'injustice sociale et les impacts négatifs des politiques publiques. La question de la capacité de ces luttes, qui portent sur des problèmes particuliers, à monter en généralité pour s'attaquer aux injustices structurelles demeure néanmoins ouverte.

Bibliographie

Crédit Suisse (2018), Global Wealth Databook 2018, Crédit Suisse.

Hewison K. (2019), « Crazy Rich Thais: Thailand's Capitalist Class, 1980–2019 », Journal of Contemporary Asia, 1-16.

Kongkirati P. et Kanchoochat V. (2018), « The Prayuth regime: Embedded military and hierarchical capitalism in Thailand », Trans-Regional and-National Studies of Southeast Asia, 6(2), 279-305.

Kongkirati P. (2019a), « Why Thailand's generals fail to co-opt elections », New Mandala, 15 janvier.

Kongkirati P. (2019b), « From Illiberal Democracy to Military Authoritarianism: Intra-Elite Struggle and Mass-Based Conflict in Deeply Polarized Thailand », The annals of the American Academy of Political and Social Science, 681(1), 24-40.

Mirshak N. (2019), « Rethinking resistance under authoritarianism: civil society and non-contentious forms of contestation in post-uprisings Egypt », Social Movement Studies, 1-18.

Phongpaichit P. (2016), « Inequality, wealth and Thailand's politics », Journal of Contemporary Asia, 46(3).

Pobsuk, S. (2019a), « Observations on the Thai Election 2019 », Focus on the Global South, 1er avril.

Pobsuk S. (2019b), « The Rise of Democratic Dictatorship in Thailand », Focus on the Global South, 18 juin.

Thai Lawyers for Human Rights (2019), Five years under NCPO, isn't that enough? Recommendations to eliminate the effects of the coup, TLHR.

Supatsak Pobsuk est chargé de programme pour la Thaïlande à Focus on the Global South (Bangkok), auteur notamment de *Alternative Land Management in Thailand: A Study of the Southern Peasants' Federation of Thailand*, 2019.

Centre tricontinental - CETRI
av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique
Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69
cetri@cetri.be - www.cetri.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles, service de l'éducation permanente et de la Province du Brabant wallon